



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille quatorze le vingt juin à 18 heures 00, le Conseil Municipal de SÈVRES-ANXAUMONT s'est réuni sous la présidence de Madame Nicole MERLE, Maire.

- **Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 19**
- **Date de la convocation du Conseil Municipal : 16 juin 2014**
- **Présents :** Madame Nicole MERLE, Maire, Mesdames Virginie AUFFROY-GUIGNARD, Christelle COMMUN, Dominique GAUDIN, Patricia GILLES, Ingrid GIRAUD, Brigitte JACQUET, Aurélie PROVOST, Marie Christine VAN CAMP, Messieurs Christian GIRARD, Philippe MARCHAND, Bruno MEYER, Xavier MOINIER, Hervé PHILIPPOT, Laurent ROUSSEAU, Joël ROY et Christophe SIMONNEAU.
- **Absents :**
Monsieur Yves DEBIEN.
Monsieur Christian GIRARD absent pour les délibérations 52-53-54/2014 donne pouvoir à Madame Nicole MERLE.
Madame Véronique MAGNAN donne pouvoir à Monsieur Xavier MOINIER.
Monsieur Christophe SIMMONEAU absent pour les délibérations 41-42-43-44-45-46-47-48 et 49/2014.

Le Conseil Municipal,
Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2121-15-9,
Après en avoir délibéré,
Désigne Madame Brigitte JACQUET pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.
Approuve le compte rendu du précédent Conseil Municipal.

URBANISME

54/2014

Révision du Plan Local d'Urbanisme

Madame le Maire rappelle qu'une réunion d'information dispensée par la DDT a eu lieu le 12 juin dernier concernant l'évolution des Plans Locaux d'Urbanisme suite aux lois « Grenelle » et « ALUR ».

Si la loi ALUR prévoit la mise en place des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux en 2017, la compatibilité des PLU avec la loi Grenelle II est rendue nécessaire pour le 1^{er} janvier 2016.

Le Plan Local d'Urbanisme de Sèvres-Anxaumont ainsi approuvé en 2007 devant être révisé avant cette date, il est proposé au Conseil Municipal d'acter, dans son principe, le lancement d'une procédure de révision du PLU.

Compte tenu des délais importants pour réaliser cette révision mais également pour en organiser la programmation budgétaire, il convient d'engager cette procédure dès cette année.

Après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire,

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU), de la loi n°2003-152 du 2 juillet 2003, relative à l'urbanisme et à l'habitat (UH),

Vu la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (dit Grenelle 1),

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dit Grenelle 2 ou ENE),

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR)

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.123-1 et suivants et les articles R.123-1 et suivants,

Vu le Code de l'environnement,

Vu le Code de l'expropriation,

Vu le Code général des collectivités locales,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1 - décide d'engager la révision générale du P.L.U afin d'y intégrer les nouvelles dispositions liées à la Loi Grenelle II,

2 - de lancer la concertation prévue à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme. Cette concertation revêtira les formes suivantes :

- affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires,
- articles dans le bulletin municipal,
- réunions publiques avec la population au nombre de deux,
- affichage de l'évolution du projet sur des panneaux en mairie,
- un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis à la disposition du public tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours d'ouverture.

La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire au bon déroulement de l'étude et à une meilleure compréhension pour les habitants.

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU.

A l'issue de cette concertation, Madame le Maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

2a - demande à Madame le Maire de solliciter auprès de Madame la Préfète l'association des services de l'État, conformément à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme,

2b - demande, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de révision du POS en PLU (pour assurer la révision générale du PLU),

3a - décide d'organiser une consultation pour réaliser la mission d'élaboration du PLU auprès d'au moins trois bureaux d'études,

3b - autorise Madame le Maire à signer tout contrat, avenant, convention ou marché nécessaire à l'accomplissement de la procédure,

4 - autorise Madame le Maire, conformément à l'article L.121-7 alinéa 1er du code de l'Urbanisme, à solliciter de l'État l'attribution d'une dotation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par les frais matériels et d'études nécessaires,

5 - dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, sont (seront) inscrits au budget de l'exercice considéré (chapitre 20 article 202), en section investissement.

La présente délibération sera transmise au Préfet, et notifiée, conformément aux articles L123-6 et L121-4 du code de l'urbanisme :

- *au Président du Conseil Régional,*
- *au Président du Conseil Général,*
- *au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie,*
- *au Président de la Chambre des Métiers,*
- *au Président de la Chambre d'Agriculture,*
- *au Président du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Seuil du Poitou.*

Conformément à l'article R.123-24 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie, durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Certifié exécutoire
les formalités de publicité
ayant été effectuées
et la délibération ayant été transmise
à la Préfecture le 27 juin 2014
Pour copie conforme,

A Sèvres-Anxaumont, le 26 juin 2014

Le Maire,
Nicole MERLE.

